

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

SONDAGES SOFRES ET IFOP

Giscard le mal coté

60% de mécontents pour le président de la République, 74% contre la politique de Barre. Giscard lundi soir sur FR3 a entrepris d'effacer les plus mauvais résultats depuis vingt ans.

Opération bluff

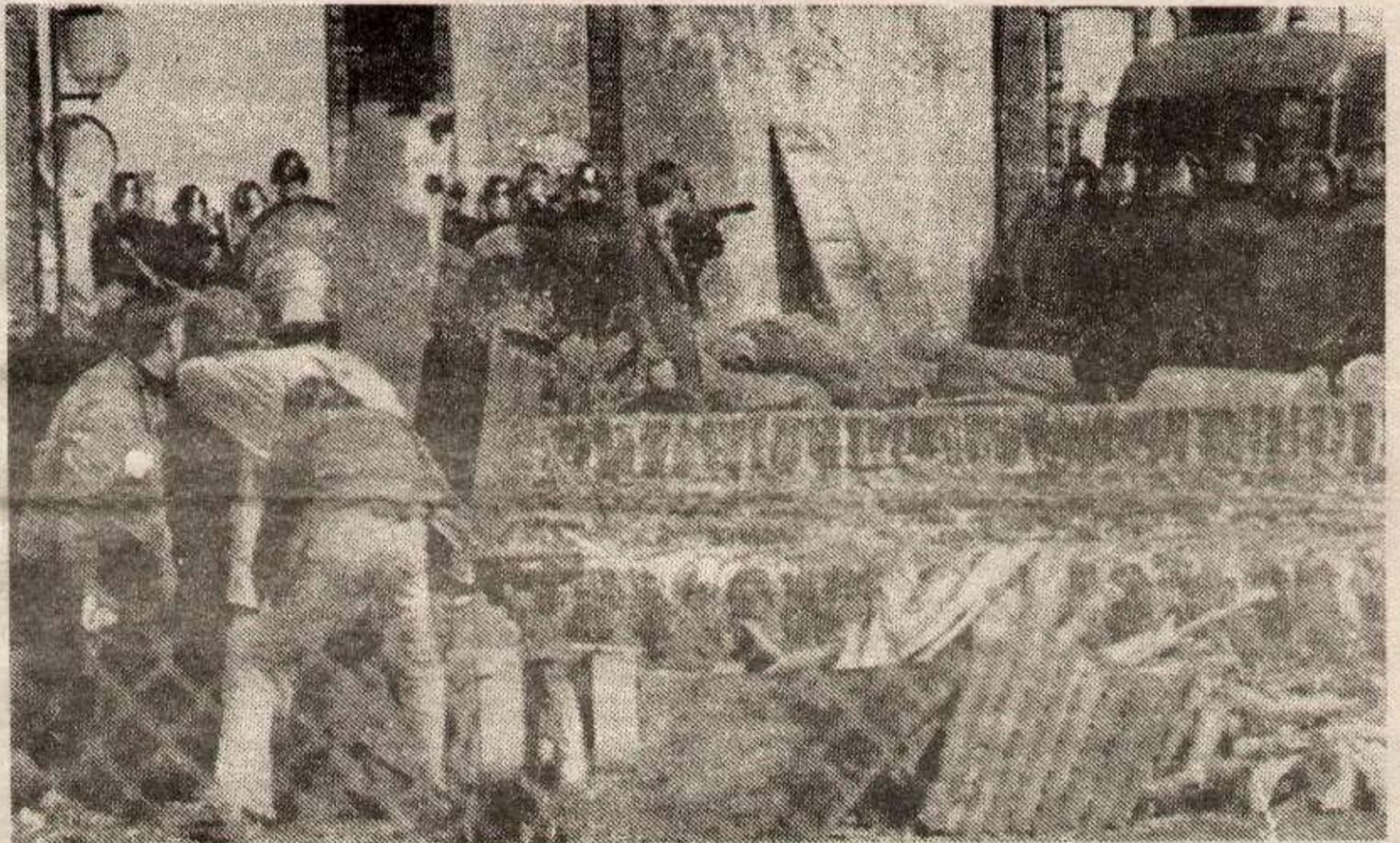
C'EST après la réunion des ministres des finances des USA, du Japon, de RFA et de Grande-Bretagne, que Giscard va s'adresser aux Français ce lundi de 20 h à 21 h. Il pourra ainsi arguer de la situation économique mondiale pour imposer aux travailleurs de se serrer d'un cran la ceinture. Ce que Pierre Hunt, porte-parole de l'Élysée, exprime ainsi « Donner aux Françaises et aux Français une juste appréciation de la politique menée ainsi que les raisons de la confiance dans leur avenir et dans celui de la France ».

La confiance, elle, semble s'émousser. Les sondages les plus récents sanctionnent la baisse de popularité de Barre et surtout, fait nouveau, une diminution très sensible du taux de popularité de Giscard : 40% des gens interrogés lui accordent leur confiance contre 48% dans les précédents sondages.

Voilà Giscard directement menacé : le bouclier, que constituait Barre pour catalyser le mécontentement social ne le protège plus. Les explications que donne le premier ministre de sa politique ne convainquent personne. Dès lors, il est significatif que Giscard, délaissant les grands problèmes mondiaux et la stratégie planétaire, descende de son trône pour daigner s'occuper des petits « problèmes mesquins » des Français. Ces problèmes - le pouvoir d'achat qui diminue, le chômage qui augmente, l'école qui se dégrade, le logement, les travailleurs immigrés qu'on veut expulser, les ponctions sur les salaires au profit de la Sécurité sociale - tous ces problèmes que rencontrent les travailleurs et leurs familles, les mesures de Giscard et de son gouvernement vont encore les aggraver.

Ne tentent-ils pas d'imposer le travail le dimanche ? N'essayent-ils pas de faire une règle des contrats à durée limitée ? N'est-ce pas Giscard et son gouvernement qui se proposent de libérer encore un peu plus les prix, de fermer un peu plus de classes, de supprimer un peu plus d'hôpitaux ? Alors que peut bien expliquer Giscard ce lundi soir ? Il parlera de taux de croissance, de facture pétrolière, de dérapage de l'inflation. Mais il ne nous montrera pas l'augmentation en 1979 du taux de profit des grands monopoles. Il parlera de « solidarité nationale ». Il faudrait qu'il soit très persuasif pour enrayer sa baisse de popularité et surtout pour empêcher les luttes qui se dessinent un peu partout : SNCF, Air Inter, Babcock à Cherbourg, etc.

Léon CLADEL



Samedi, le bâton à Cherbourg. Sourires télévisés lundi soir à Paris.

Voir page 3

SURETE DE L'ETAT

Des Bretons devant les juges

LUNDI 13 h : devant la Cour de sûreté de l'Etat débute un nouveau procès contre le Front de libération de la Bretagne. Le septième exactement depuis 1972 : un procès par an. Au printemps : les Corses. A l'automne : les Bretons. Presqu'en toute saison, cette justice d'exception se met en branle. Au nom de la défense par tous les moyens de la République « une et indivisible ». Au nom aussi de la sauvegarde d'un Etat qui ne peut survivre qu'en écrasant toute aspiration populaire.

Ils sont vingt-trois cette fois au banc des accusés. Notre Parti n'a jamais approuvé leurs attentats. Des militants qui manipulent l'explosif sans l'appui d'un large mouvement populaire se trompent de voie. Et nous pouvons constater tous les jours que leurs actions sont incompréhensibles - voire condamnées. On ne peut nier par exemple que l'attentat contre Versail-

les a soulevé une large réprobation. Dans cette affaire pourtant, il nous faut retenir avant tout le fait qu'une certaine presse s'en est saisie pour accuser l'indignation et appeler à un renforcement de l'ordre. Cet ordre que nous combattons.

Les fait sont ce qu'ils sont. Nous ne hurlerons cependant pas avec les loups dans le concert des condamnations sans appel. Laissons cela à d'autres et constatons au contraire que ces militants sont avant tout aujourd'hui les victimes d'une terreur d'Etat. A travers eux, on vise la Bretagne entière, ou du moins tout ce qui lutte ou qui se crée de nouveau en elle. La Cour de sûreté de l'Etat n'est donc finalement que la pièce maîtresse d'un attirail répressif. Un outil de répression à grand spectacle qui complète le sale travail des flics qui ont cogné sur l'ouvrier à l'arsenal de Brest ou l'AOIP-Guingamp. C'est une justice spéciale, un simple pro-

longement de la justice ordinaire, qui vient par deux fois de condamner au nom de la loi anticasseurs des syndicalistes paysans à des peines de prison ferme !

Le procès du FLB est aussi le procès de la Bretagne. Nous y viendrons plus longuement dans le prochain bimensuel.

Des « imbéciles », des « gamins attardés » : c'est ainsi que le procureur général Colette définissait les militants du FLB lors d'un précédent procès. Ces qualificatifs sonnent comme des injures grossières. On cherche le discrédit contre eux, mais aussi contre ceux qui élèveraient la voix contre la répression qui les frappe. Ils ne sont pourtant ni des forcés ni des déments. Nous savons au contraire que leurs actes sont actes de révolte. Nous savons que cette révolte n'est ni folle ni gratuite, mais qu'elle s'enracine dans une injustice et une oppression bien réelles.

Pire que les injures des juges, il y a les tortures des policiers.

Oui : tortures. Pour obtenir des aveux, des sévices graves ont été pratiqués en juin dernier après une « rafle anti-FLB ». Ces « sévices » ont eu lieu lors de gardes à vue dans les locaux de la police judiciaire de Rennes. Dans un cas au moins, des preuves formelles existent (certificat médical, témoin audif). Nous publierons dans une prochaine édition de larges extraits de ces témoignages qu'a rendu public l'association des familles des détenus politiques bretons lors d'une récente conférence de presse.

S'ajoutant à des perquisitions illégales, à des gardes à vue prolongées, à des conditions de détentions rigoureuses - ces sévices accentuent encore l'aspect basses œuvres de ce procès. Procès d'exception : il s'agit bien de cela. A cette nuance près qu'à la longue, l'exception tend à devenir la règle.

Yannick DAGORN

Giscard le mal coté

AUNE semaine d'intervalle, les sondages sur la popularité de Giscard et de Barre confirment l'impression générale de la rentrée sociale : le mécontentement et encore le mécontentement. En effet, la semaine dernière, un sondage du Figaro-Sofres notait une baisse de cinq points pour Giscard et de sept points pour Barre. Plus récemment, le résultat du sondage France-Soir Ifop est pire encore : huit points pour le président et six pour le premier ministre.

Avec 40 % de satisfaits pour le président de la République et 26 % à peine pour le premier ministre, ce sont les résultats les plus mauvais depuis la mise en place de la 5e République. Un mécontentement que Giscard essaiera d'enrayer lundi soir sur FR3 et France Inter en descendant

lui-même dans l'arène. En effet, pour la première fois aussi, le président va quitter la proue de son navire et abandonner les horizons lointains pour pencher son regard sur les problèmes quotidiens des Français. La situation est grave sans doute !

Grave pour les travailleurs en tous cas, que les mesures antisociales de Barre saignent. Pour le chef du gouvernement, les résultats — dont il affiche un parfait mépris — de ces sondages ne sont que la confirmation de l'approfondissement et de l'élargissement d'un mécontentement sensible depuis le début de l'été. Un mécontentement qui s'est traduit par la farouche résistance des sidérurgistes aux plans de licenciements et le feu couve encore sous les cendres malgré la signature de l'accord par la plupart des syndicats en juillet.

Les très vives réactions syndicales aux mesures prises pour augmenter les cotisations de la Sécurité sociale, les luttes de l'été, la rentrée avancée fin août, la grève coup sur coup des cheminots et la semaine d'action aux premiers jours de septembre de la CGT, voilà bien les éléments concrets de ce sondage.

C'est ce même mécontentement croissant qui pousse les dirigeants des organisations syndicales, la CGT et la CFDT en premier, à se rencontrer pour discuter d'une stratégie commune et donc à mettre au deuxième plan les profondes divergences politiques qui s'étaient aggravées ces derniers mois.

Voilà bien de quoi obliger Giscard à redescendre sur la terre.

Claire MASSON

Une marge de négociation de plus en plus étroite

DERNIERE rentrée syndicale : celle de Bergeron vendredi 14, porte de Pantin, devant près de 10 000 militants venus de toute la France.

Le dirigeant de FO a repris dans son discours les grands thèmes qu'il avait déjà eu l'occasion de développer déjà à plusieurs reprises : une critique très vive à la politique gouvernementale sur le pouvoir d'achat et il s'est inquiété de l'étroitesse de la marge de négociation qui reste aux organisations syndicales : « On peut se demander ce qu'il adviendra dans les mois qui viennent. En effet, si le gouvernement et les patrons affirment ne vouloir nullement mettre en cause la politique contractuelle, ils ne cessent de prêcher la modération. Or, les recommandations du gouverne-

ment — reprises et amplifiées par le patronat — réduisent de plus en plus la marge de négociation... ». L'action est dans ces conditions envisageable : « Le mouvement syndical recherche le compromis par la négociation et si nécessaire par l'action... ».

Refusant de polémiquer avec les autres organisations syndicales sur les journées d'action, il conclut : « Cela ne veut pas dire que nous n'en déciderons jamais, mais cela ne peut être qu'exceptionnel... ».

Bergeron, enfin, a mis en avant « la dimension nouvelle de l'action syndicale en raison du renforcement de la CEE ».

Un meeting de rentrée qui ne met pas FO au premier rang de la contestation mais qui ouvre des portes à des actions communes.

a décidé de licencier une femme de ménage après avoir essayé de la faire démissionner. Motif : le prétendu vol de quatre bouteilles de jus d'orange ! Ces bouteilles, en réalité, ont été données par le personnel navigant. La réaction du personnel navigant et du personnel technique a été immédiate et la grève est effective à 95 % le mercredi matin. Aucun avion de la compa-

gnie Air Inter n'a décollé pendant quatre jours sur l'aéroport d'Orly et le mouvement s'est étendu aux magasiniers, service informatique et réservation.

La direction refuse toujours de céder et de revenir sur ce licenciement absolument incompréhensible. Les syndicats ont averti que la grève interrompue dimanche reprendrait si la direction maintenait ses positions.

Tandis que les prix flambent en ville

Les revenus des petits paysans chutent

TANDIS que les prix de l'alimentation flambent frappant les travailleurs des villes, la situation des petits paysans et petits éleveurs ne cesse de se dégrader. Les éleveurs de moutons de la région Midi-Pyrénées manifesteront le 25 septembre à Rodez. La semaine dernière, les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont déversé des tonnes de tomates à la décharge pour protester contre les prix pratiqués sur les marchés

par les négociants (17 centimes le kilo alors que les consommateurs parisiens les payent vingt fois plus cher). Il faut savoir que le prix du veau de lait a baissé de 35 à 40 % par rapport à 1978 tandis que les cotisations sociales augmentaient de 50 % et l'imposition de 20 %.

Les petits paysans sont frappés de plein fouet par la politique de Barre. L'union ouvriers-paysans est plus que jamais nécessaire.

L'austérité frappe les motards

ILS étaient six mille sur les grands boulevards, tous feux allumés, avertisseurs sonores bloqués. Six mille motards qui bloquaient de fait la circulation en un long cortège, pour protester contre la vignette pour les motards et contre la réforme du permis. Depuis 3 ans que Soissons promet des circuits, rien ne vient et les motards payent toujours très cher les autoroutes ou bien subissent les mauvais états des routes. Et voilà qu'on veut leur imposer une nouvelle taxe. Beaucoup de jeunes travail-

leurs font d'énormes sacrifices pour entretenir leur engin. Ils seront les premiers frappés par les mesures du ministère. Vendredi dernier, c'est devant Matignon qu'ils ont terminé leur ballade-manifestation à travers Paris, sous les fenêtres de Barre.

« La journée de la moto » décrétée par Soissons, ministre des Sports sera, n'en doutons pas, une occasion pour les motards de manifester leur mécontentement. Déjà le Bol d'Or a vu ce week-end de nombreuses manifestations contre la vignette.

Procès des tortionnaires d'Ali Abdoul

On veut banaliser les tortures racistes

TANDIS que les travailleurs immigrés campent toujours à l'extérieur du foyer de Garges-lès-Gonesse, tandis que dans d'autres villes de France des résidents en lutte sont expulsés, à Toulouse, se déroule le procès en appel des tortionnaires d'Ali Abdoul.

C'est le 8 octobre 1978 que ce jeune travailleur, français d'origine algérienne, a été séquestré puis torturé par trois racistes liés au milieu toulousain. Le procureur, représentant de la société, qui d'ordinaire fait assaut de sévérité et réclame de dures peines, fait, en l'occurrence, preuve

de mansuétude envers les accusés quitte à minimiser ces actes de torture.

Les défenseurs d'Ali Abdoul dénie au tribunal la compétence pour juger une affaire aussi grave. Ce qui reviendrait à banaliser un tel crime, à l'assimiler à un règlement de compte. Ils réclament la comparution des tortionnaires en cour d'Assises et l'application stricte de la loi en cas de séquestration et de torture. Verdict le 27 septembre.

Comme on le voit, tout est fait pour banaliser le racisme, ce poison qui divise les travailleurs face aux patrons.

CHERBOURG

Lardet-Babcock à nouveau occupé

APRES deux jours de violents combats contre les CRS, les ouvriers de l'usine Lardet Babcock viennent de réoccuper leur usine. Les quatre-vingts travailleurs en

avaient été chassés jeudi soir après trois mois de grève avec occupation. Les affrontements ont commencé quand le PDG a fait déménager les chaudières en se refusant à toute augmentation de salaire. Les

Usinor-Dunkerque : encore un accident au HF4

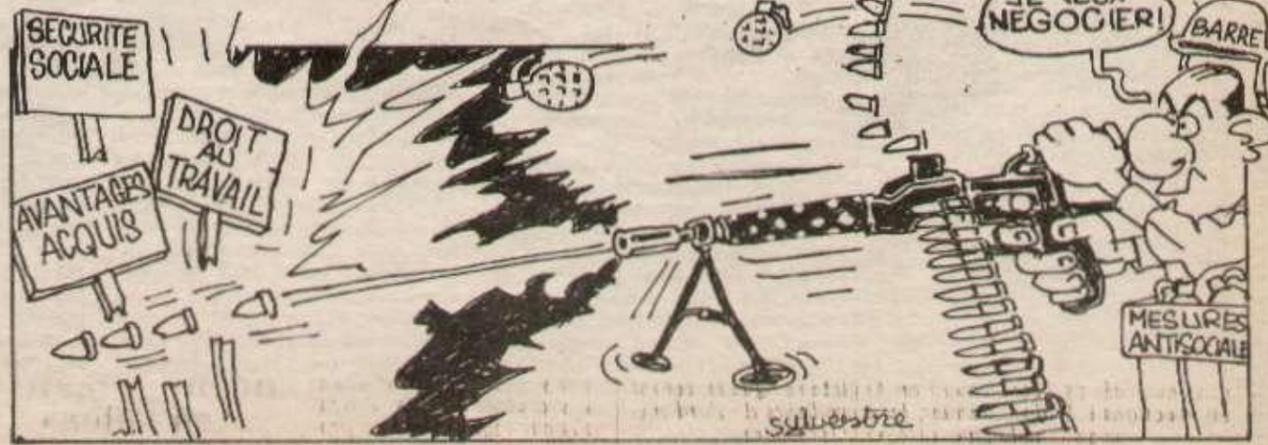
JEUDI dernier vers 7 h du matin, alors qu'ils étaient occupés au nettoyage du HF4 en arrêt d'entretien, onze travailleurs d'une entreprise extérieure ont été intoxiqués. Un important nuage de gaz carbonique s'est échappé d'une vanne qui s'était bloquée anormalement en position ouverte. Dans l'après-midi, huit travailleurs ont pu regagner leur domicile mais trois autres ont dû être gardés en observation à l'infirmerie d'Usinor.

Air-Inter : grève à 95 % contre un licenciement

QUATRE premiers jours de grève viennent de paralyser presque totalement le trafic d'Air Inter. En ef-

fet, les syndicats ont appelé le personnel à soutenir une employée menacée de licenciement.

C'est mardi 11 septembre que la direction d'Air Inter



« L'Humanité » et les arrestations en Tchécoslovaquie

SOUS le titre *Tchécoslovaquie : arrestations*, le journal *L'Humanité* du 14 septembre rapporte brièvement l'arrestation de plusieurs personnes en Tchécoslovaquie. Le journal précise que « la nouvelle, rapportée par l'Agence France Presse a été rendue publique par les milieux proches des militants de la Charte 77 ».

Il n'est pas courant que l'organe central du PCF donne de telles informations et encore moins qu'il parle, sans l'attaquer, de la Charte 77, qui s'est fixé comme but de dénoncer les violations des droits de l'Homme en Tchécoslovaquie. Ce n'en est donc que plus positif.

CANADA

Fondation du Parti communiste ouvrier (ML)

LES 1er et 2 septembre a eu lieu le Congrès de fondation du Parti communiste ouvrier (marxiste-léniniste) du Canada. Ce congrès est l'aboutissement de quatre ans d'efforts des marxistes-léninistes canadiens pour reconstruire le Parti. Le congrès a adopté le rapport politique du Comité central sortant, le programme et les statuts du Parti. Il a élu le Comité central du parti qui a lui-même élu Roger Rashi et Ian Anderson, président et vice-président. *La Forge* est l'organe central du Parti.

Le PCML, ainsi que d'autres organisations marxistes-léninistes du monde entier, ont salué par un message la création du nouveau parti.

Rappelons que le nouveau parti dispose de traditions communistes anciennes au Canada. Mao Zedong avait lui-même salué l'esprit internationaliste du médecin communiste canadien, Norman Bethune, qui avait sacrifié sa vie pour soigner les soldats de l'Armée rouge chinoise.

GRANDE-BRETAGNE

Licenciements par dizaines de milliers

LE syndicat patronal de la métallurgie britannique vient de menacer de licencier « techniquement » 100 000 travailleurs, cette semaine, sous prétexte que les grèves coûtent trop cher. Déjà, 45 000 licenciements sont prévus dans l'automobile (25 000 rien qu'à British Leyland), dans la sidérurgie et l'aéronautique.

Face à cette situation grave pour les travailleurs anglais, les dirigeants syndicaux du TUC (Trade Unions Congress) ont pourtant repoussé une motion présentée à leur congrès et qui proposait une vaste campagne de manifestations de masse.



45 000 travailleurs de l'automobile sont menacés de licenciement en Angleterre. Quelles seront les réactions ? L'hiver dernier, les travailleurs de Ford menaient une longue lutte pour les salaires.



La vieille ville de Halhul entièrement détruite en 1967 par les soldats israéliens. Il a été interdit de la reconstruire.

TEMOIGNAGES

La Palestine sous la botte israélienne

Malgré leur optimisme de façade à l'issue de leur rencontre de Haïfa, Begin et Sadate savent fort bien que les négociations sur l'autonomie palestinienne sont dans l'impasse. Sadate avait affirmé que l'essentiel de leurs conversations avait porté sur ce problème. Or, ils ont décidé de « geler » les pourparlers sur l'autonomie jusqu'à l'année prochaine. C'est une manière élégante de ne pas dire qu'un accord est impossible.

Ces faits n'ont pas empêché TFI dans son magazine *L'Événement* du jeudi 13 septembre de nous présenter une vision idyllique des nouvelles relations israélo-égyptiennes, ainsi qu'une interprétation tendancieuse et mensongère du problème palestinien à travers la seule interview d'Arrick Sharon, ministre de Begin.

Pour éclairer comment les Israéliens comprennent l'autonomie des Palestiniens, voici quelques informations sur le régime d'oppression imposé par les Israéliens au peuple palestinien dans les territoires occupés.

EN 1976, le gouvernement israélien espérait que les élections municipales lui fourniraient un contingent de notables « modérés » et dociles qu'il pourrait présenter au monde comme les « vrais Palestiniens ». Cela lui aurait permis de justifier son refus de discuter avec l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Or, beaucoup de maires et conseillers élus se sont révélés être des progressistes et tous des nationalistes intransigeants. Aujourd'hui, ils sont à la tête du mouvement de résistance de masse en Palestine occupée contre les accords de Camp David et pour la reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien.

Voici leurs témoignages recueillis en juin dernier par une mission d'information de l'association France-Palestine.

« Ils nous prennent la terre »

« Ce qu'ils veulent, en fait, c'est créer un nouveau rapport de forces : là où il n'y avait rien d'israélien, il y a vingt ans, ils le remplissent aujourd'hui en pro-

fitant de l'occupation militaire. Ainsi, lorsqu'ils auront enfin été amenés à une table de négociations, ils diront : ces villes et quartiers nouveaux existent, on ne peut les détruire ». (Fahad El Kuawasme, maire d'Hébron).

« Ils disent simplement : nous prenons. Nous protestons évidemment. Ils s'en moquent : ils s'installent. L'aspect juridique n'a aucune importance pour eux, pas plus que le côté humain. Ils croient faire l'histoire ». (Hassan Al Zir, maire de Selfit).

« Les neuf dixièmes des terres qu'ils nous ont prises n'étaient pas d'anciennes "terres du roi" (terres domaniales), mais des champs privés. Ils ne disent même pas qu'ils les prennent : ils affirment qu'ils construisent sur une terre sacrée qui leur appartient déjà, de droit divin. Pour nous, cette question des terres est vitale : nous préférons être sous-développés et chez nous que développés et sans terre » (Mohamad Milhem, maire de Halhul).

« Ils nous empêchent de gérer normalement nos villes »

Youssef Farhat, conseiller de Ramallah, explique que le gouverneur militaire cherche à multiplier les obstacles à l'action municipale : chaque projet, chaque budget doivent être approuvés par lui. « Ainsi pour ce qui concerne Ramallah le produit des taxes perçues directement par le ministère israélien des finances, dont une partie doit revenir à la commune, ne nous est pas réglé, ou l'est avec un grand retard. Nous sommes alors gênés pour payer le personnel et le gouverneur en attend évidemment un affaiblissement de notre position. C'est une forme très sophistiquée de "punition collective"... ».

Mohamad Milhem, maire de Halhul, confirme et précise ces propos : « Le gouvernorat militaire israélien ne nous ristourne pas la taxe locale sur la propriété ; il veut nous suffoquer. Et lorsque nous cherchons de l'argent à l'extérieur, il nous empêche de le ramener ».

« La répression est quotidienne »

Le docteur Hamzeh, lui-même victime de la répression, explique : « Quatre à cinq mille Palestiniens sont en prison pour ce qui est de toute la zone "arabe", dont quelques centaines de détenus administratifs qui n'ont jamais paru devant un juge. La plupart des familles ont eu, ont ou auront donc un des leurs qui aura eu affaire à la police et à l'armée israéliennes ».

Le maire d'Hébron, Farah El Kuawasme, dit : « Les autorités militaires se refusent à empêcher les colons de Kyriat-Arba de s'installer dans les maisons du centre ville, comme elles évitent d'enquêter sur des délits commis par des colons avec leurs armes. Mais, pour la moindre erreur ou geste provocateur d'un enfant de chez nous, ils déclenchent la grosse artillerie :

arrestations, quartiers bouclés, etc. ».

C'est aussi l'impossibilité de créer des syndicats nouveaux, de former des syndiqués, de défendre les Palestiniens travaillant en Israël. Dans l'enseignement, ce sont les fermetures d'écoles, les redoublements imposés à des milliers d'élèves chaque année, des mutations d'enseignants par l'autorité militaire. Cette année l'université de Bethleem a été fermée un mois, celle de Bir Zeit deux mois et demi.

« Le châtiement collectif est leur loi »

Les destructions de demeures familiales ou de villages entiers au bulldozer (jusqu'à vingt mille depuis 1967, selon certaines estimations) font partie de cette même politique de mépris de la personnalité palestinienne.

Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'Homme, affirme : « Autour des camps, autour de quartiers ou de villages entiers, les soldats établissent de plus en plus souvent un couvre-feu hermétique qui prend prétexte de tel ou tel incident, voire d'une simple présomption à propos d'une réunion politique par exemple. Il leur arrive alors de battre les gens, d'entrer dans les maisons, de casser les postes de télévisions (...). Cherchant l'exemple, ou mieux l'humiliation des jeunes, ils les rasent parfois, ou leur brisent leurs montres. C'est une combinaison entre la répression violente habituelle qui peut concerner tout Palestinien et cette tentative d'humilier les jeunes qui est la plus significative en ce moment ».

NB : Ces témoignages sont extraits d'un dossier publié dans le No 1 du bulletin des Amitiés franco-palestiniennes. On peut se le procurer à : France-Palestine - BP 184-04 - 75160 Paris cédex 04 - Prix 5 F.

LICENCIEMENTS

Les maitres-auxiliaires s'organisent et réagissent

Titulaires et maitres-auxiliaires se jettent pêle-mêle dans la bagarre pour le réemploi de tous. Des comités de non-titulaires poursuivent leurs action engagée dès 1978, associés à des syndicats comme le SGEN et à des syndiqués de tous syndicats (SNI-SNES-SNETP-CGT).

PAYS de Loire : rentrée catastrophique pour les personnels non-titulaires. 260 maitres-auxiliaires sur 600 ne sont pas réaffectés dans les collèges et lycées. 90 maitres-auxiliaires sont dans la même situation dans les LEP. De plus, le

recteur a profité des vacances scolaires pour licencier 8 maitres-auxiliaires. Motif invoqué : grève de 24 h au moment des épreuves du bac.

Face à cette situation (certainement la rentrée la plus désastreuse pour le personnel depuis de nom-

breuses années), la riposte s'organise. Sur leurs acquis de juin 1979 (actions de blocage des examens), les différents comités de maitres-auxiliaires des cinq départements de la région appuyés par le SGEN-CFDT et la tendance *Ecole émancipée* de la FEN ont lancé une série d'actions.

Dans le Maine-et-Loire, le jour de la rentrée, le comité de maitres-auxiliaires, soutenu par le SGEN et l'*Ecole émancipée*, appelait à la grève et à un rassemblement devant un lycée d'Angers pour bloquer l'entrée des élèves. De nombreux établissements du département ont été largement perturbés par cette action.

A la suite de ce blocage, une assemblée générale se réunissait pour tirer un premier bilan et pour envisa-

ger les moyens à mettre en œuvre pour que soit annulée la procédure de licenciement de 8 maitres-auxiliaires, licenciement pour service non fait. Et pour que des centaines de M. A. qui se retrouvent sur la touche soient tous réemployés.

A noter que le rectorat vient d'envoyer une lettre aux maitres-auxiliaires les invitant à s'inscrire sans attendre à l'ANPE.

Dans ce soulèvement massif pour la réembauche des maitres-auxiliaires, l'attitude du SNES détone : lors de la dernière commission de renomination des maitres-auxiliaires, il a refusé de communiquer les noms des maitres-auxiliaires non renommés aux nombreux maitres-auxiliaires venus au rectorat attendre le résultat de la commission.

Beullac aboie... et la caravane des chômeurs passe

Paris correspondant,

Dans l'académie de Créteil, les déclarations apaisantes de Beullac (« Tous les maitres-auxiliaires seront réemployés ») ont été prises pour ce qu'elles sont : un excellent moyen pour tenter de démobiliser les non-titulaires de l'enseignement. Les dirigeants de la FEN ont bien voulu s'y laisser prendre, mais le recteur de l'académie de Créteil a reconnu que « 1 000 non-titulaires n'auront pas de poste à la rentrée ! ».

C'est pour faire connaître cette situation et obtenir le réemploi et la titularisation de tous en même temps que de meilleures conditions de travail, que les militants du SGEN-CFDT de Créteil organisent à partir du mardi 18 septembre, une caravane de chômeurs, qui en voiture, circulera d'établissement en établissement pendant plusieurs jours. Le SGEN appelle également à une grève le mardi 18.

Démarrage de la caravane ce mardi 18 septembre, à 9 h à la Maison des syndicats, 2 rue Tirard (Mo Créteil-Université).

En Mayenne, la coordination des non-titulaires et le SGEN ont fait grève jeudi 13 et vendredi 14 « pour le réemploi immédiat de tous les non-titulaires sur un poste de leur discipline ». Des syn-

diqués du SNES, du SNI et du SNETP-CGT ont suivi cette grève, bien que leurs syndicats n'y appelaient pas. Lundi 17, le SNES appelle aussi à cette grève.

Contre les lois racistes et antiouvrières
Barre-Bonnet-Stoleru

Grand rassemblement national français-immigrés

Samedi 29 septembre, à partir de 14 heures à Garges-les-Gonesses

COMMUNIQUE

- Le Comité de coordination des foyers en lutte,
- De nombreuses associations de travailleurs immigrés,
- De nombreuses sections syndicales et unions locales,

appellent pour le samedi 29 septembre à 14 h à un rassemblement Français-immigrés contre les lois Barre-Bonnet-Stoleru à Garges-les-Gonesses. (1)

Ces lois vont être soumises au Parlement lors de sa session d'automne en vue de légaliser ce qui est déjà pratique courante.

Comme l'indiquent dans leur appel les organisateurs du rassemblement : ces mesures légaliseraient l'internement administratif, le pouvoir discrétionnaire de la police pour expulser les travailleurs immigrés pour des motifs tels que chômage, maladie, manque de travail dans une région, « troubles de l'ordre public », etc. Elles créeraient une situation qui n'a existé en France que pendant l'occupation nazie et pendant la guerre d'Algérie.

* Entre tout à fait dans ce cadre l'aggravation de la violente répression du pouvoir qui veut en finir avec la lutte des résidents des foyers. Ceux-ci luttent depuis près de cinq ans pour leurs justes revendications, autour de leur Comité de coordination qui regroupe l'ensemble des comités de résidents des foyers en lutte sur le plan national. De nombreux résidents expulsés de leurs foyers, privés de tout domicile et contraints, comme à Garges, de dormir sous des tentes, exigent la réintégration dans leurs foyers.

* En même temps, les expulsions hors du territoire français se multiplient, des dizaines d'attentats et assassinats racistes restent impunis.

Les organisations signataires du présent communiqué sont convaincues de la nécessité et de l'urgence de combattre ces lois racistes et antiouvrières par la mobilisation de masse prolongée, dans les usines et les quartiers. Dans l'intérêt des travailleurs français et immigrés et pour l'unité de la classe ouvrière, elles soutiennent ce rassemblement et appellent les travailleurs à s'y rendre nombreux.

PCR(mi), PCML, OCF(mi), OCT, OCML EAP, OCML VP

(1) Rue des Doucettes et chemin des Prieuses, Autobus 250 B, porte de la Chapelle l'arrêt avant le terminus.

Les enfants ne naissent pas sur les listes des inspections académiques

LA rentrée scolaire s'effectue dans de beaux et superbes scandales : fermeture de classes et licenciement des maitres-auxiliaires. La baisse de la natalité est le plus beau fleuron de l'argumentation de Beullac pour fermer les classes.

En fait, argument faible et débile. Le nombre d'enfants baisse, surtout en maternelle, d'où le non-accueil de 57 000 enfants dans ces classes.

D'une part, comme le faisait remarquer un député de la Manche à l'Assemblée nationale, « même si quantitativement le nombre d'enfants est moins important dans un département, cela ne permettrait pas une réduction du nombre d'instituteurs puisqu'il y a toujours des efforts à effectuer qualitativement en matière d'enseignement ».

« Dans le département de la Manche, la suppression de nombreux postes d'instituteur ne se justifie pas puisque le nombre d'enfants reste sensiblement le même et puisqu'il y a toujours des améliorations à faire au niveau des effectifs par exemple ».

D'autre part, en supposant que certains départements soient touchés par une baisse sensible de la natalité, comme en Lozère (baisse due principalement à l'exode rural du reste), ce n'est toujours pas un argument suffisant pour supprimer des classes. Même à cinq, six, une classe doit se maintenir sinon les enfants subissent des conditions impossibles de scolarisation : trajet très long entre le domicile et l'école, journée épuisante, etc.

Remarquons que la disparition à terme de classes, voire d'écoles, dans les zones rurales peu peuplées contribue, à sa manière,



à la désertification et remet en question le principe de la scolarité obligatoire pour tous les enfants de six à seize ans.

Enfin, le prétexte de la baisse de la natalité est parfois invoqué alors qu'il ne correspond à aucune réalité. A l'émission *Le téléphone sonne*, sur *France Inter*, une directrice de Saint-Brice-sous-Forêt, dans le Val d'Oise, faisait remarquer la chose suivante au recteur Gauthier. « En fin, dans mon école, une classe a été supprimée alors que la population ne baisse pas mais augmente ».

Son école est implantée dans une zone d'habitation en cours de construction. Le résultat est le suivant : à cette rentrée, trois institutrices doivent s'occuper de 127 élèves, chaque classe compte 42 enfants alors que la norme officielle est de 35 enfants par classe... Apprécions la réponse du

recteur : « Votre problème est local. On tend vers un effectif de 35 élèves, mais il est certain qu'il y aura des classes avec plus de 35 enfants. Auparavant, la norme était de 50 enfants, il y a eu d'énormes progrès (...) Si vous aviez un poste de plus, vous auriez une moyenne en-dessous de 35 élèves » !

Le cas de cette directrice est loin d'être un cas isolé : l'administration de l'Education nationale n'a pas prévu un afflux de 34 000 élèves supplémentaires qu'on n'attendait pas. C'est pourquoi, à Vitry-sur-Seine, 164 élèves sont répartis sur quatre classes seulement, avec chacune un effectif de plus de 40 enfants ; 41 autres sont encore sur les listes d'attente. C'est pourquoi, dans le 20e arrondissement de Paris, 208 enfants attendent une place en maternelle ; dans l'Eure, 40% des enfants ne sont pas accueillis en

maternelle, etc. Quelques exemples parmi des centaines et des centaines.

Qu'est-ce qui se dissimule derrière ce redéploiement ? En fait la remise en cause du droit à la maternelle pour les tout petits. Les chiffres de 1978 sont frappants à cet égard : 200 000 enfants, soit seulement 25% d'entre eux, étaient accueillis en maternelle. Que faisaient les autres ?

100 000 étaient gardés par leurs grand-parents ; 75 000 gardés à domicile, le reste se répartissant entre les différents organismes comme les crèches collectives et familiales.

Ces chiffres de 1978 et la rentrée 1979 démentent catégoriquement les belles promesses faites au moment du VIe plan. Il prévoyait la scolarisation de 50% des enfants avec des effectifs de 25 élèves par classe.

Nathalie VILLOTIERS

INTERVIEW

La vie d'une femme facteur

«Tu ne connais pas Orléans. Rien. Il faut que tu te débrouilles avec un plan vraiment succinct, et puis on ne t'aide pas beaucoup...»

HR : Depuis combien de temps travailles-tu dans les PTT ?

Je travaille dans les PTT depuis mi-mars 1977. J'ai passé le concours externe et j'ai été nommé dans l'Eure-et-Loir. J'ai fait un an à 40 Km d'Orléans avant de venir ici. Je suis arrivée à Orléans le 1er avril 1978.

J'ai roulé (1) pendant un an. C'est pas de la tarte. Tu arrives, tu n'as pas de doublure (2), tu es débarqué sur une tournée. Tu ne connais pas Orléans, rien il faut que tu te débrouilles avec un plan vraiment succinct et puis on ne t'aide pas beaucoup...

HR : Il y a beaucoup de femmes à la distribution à la RP ?

On est treize femmes.

HR : Comment se fait-il qu'il y ait des femmes à la distribution ?

Avec l'année de la femme, ils ont ouvert les concours de préposés aux femmes. Il y en a que ça intéresse. Certaines femmes étaient déjà auxiliaires avant. Ça a permis à d'autres femmes d'entrer dans ce boulot. Les auxiliaires femmes ont été titularisées et tu vois à la RP des femmes qui viennent de Tours. Elles ont des enfants. Elles ont été titularisées à Orléans.

Il y en a deux. Elles ont 45 et 50 ans.

Il y a eu des problèmes : les femmes enceintes, tout ça. Il n'y avait rien de prévu. On avait ouvert le concours aux femmes et on n'avait rien prévu pour elles. Ça restait à la libre appréciation des chefs d'établissement. L'an dernier, le dernier concours de préposé était fermé aux femmes.

HR : Pourquoi ?

C'est à cause de ces problèmes. Dans beaucoup d'endroits, les femmes ont manifesté, ont montré leur mécontentement. Elles voulaient des aménagements : salles de repos et autres choses qui n'étaient pas faites. Il n'y a toujours rien de fait.

HR : Il n'y a pas de crèche à la RP ?

Ah non, ça va pas. Une crèche à la RP, pas du tout.

HR : Quels problèmes ça pose à une femme d'être préposée par rapport à un homme, dans le travail, dans les relations avec les gens ?

Il y a des problèmes sur le plan des collègues masculins qui ne nous acceptent pas tellement bien. Pour eux, la femme, c'est l'être inférieur qui doit rester à la maison, faire et élever les gamins. On entend dire souvent : « Oh oui, si elle est fatiguée, c'est parce que c'est pas un boulot de femme ».

C'est un boulot dur pour tout le monde. Mais il y en a qui acceptent sans rien dire parce qu'à la fin de l'année, il y a les calendriers.

HR : Tu es la seule femme dans ton service ?

Oui. Je suis la seule femme. Quand je suis arrivée là-bas (distribution de paquets), la première femme préposée conducteur à Orléans, on était aux petits soins pour moi.

Mais tous les gars n'ont pas le même comportement. Il y en a qui t'aident et d'autres pas.

HR : Les femmes qui viennent de Tours, elles restent là toute la semaine ?

Elles ont un logement à la Source, au foyer des filles. Cela leur fait des frais supplémentaires, le train ou la voiture. Elles n'ont pas le droit de recevoir leur mari au foyer. Elles sont trois par chambre parce que « vous comprenez deux, on ne peut pas savoir ce qu'elles font ».

Elles doivent avoir une voiture pour venir travailler le matin, il n'y a pas de bus à cette heure-là. Ce qu'il faudrait pour elles, c'est un aménagement d'horaire, surtout pour le lundi matin, pour reprendre. Elles sont obligées de se lever à trois heures, même plus tôt car elles habitent à 20 kms de Tours.

HR : L'indemnité de résidence est la même ?

Oui ! Il y a une indemnité supplémentaire pour le logement mais on n'y a pas droit comme ça.

HR : Pour les femmes enceintes, que se passe-t-il ?

Avec un certificat médical, elles peuvent rester au bureau. Cela est le cas pour deux d'entre elles actuellement. Mais on leur a bien fait comprendre qu'elles étaient un pavé dans la marre, des emmerdeuses. On a le droit de rester au bureau au bout de trois mois. On fait du tri.

Ces deux femmes étaient bloquées sur une tournée. Elles étaient rouleurs à titre permanent. L'une d'entre elles a été reçue au concours d'agent et l'autre veut faire du travail à mi-temps à son retour. Alors là, c'est pareil. L'assistante sociale lui a dit que ça

n'existait pas. Alors que ça existe, on s'est renseigné.

HR : La mentalité : les femmes, ça tombe enceinte, c'est emmerdant. Elle existe donc bien ?

Surtout que c'est des jeunes, mariées, elles vont nous embêter, elles vont plus travailler...

HR : Y a-t-il beaucoup de femmes syndiquées à la RP ?

Dans l'ensemble neuf. Deux préposées et sept agents (à la CGT). Ça ne fait pas un gros pourcentage.

HR : Ça vient de quoi ce manque de syndicalisation ?

Elles prennent leur boulot comme un boulot d'appoint, elles ne se sentent pas concernées par la vie actuelle. Celles qui sont syndiquées se considèrent comme membre actif de la société.

Il y a aussi la force de l'habitude.

HR : Qu'y a-t-il de spécifique à Orléans pour les femmes ?

Ce qu'il y a de spécifique pour les femmes ici, c'est actuellement qu'il y a des femmes qui sont exilées de chez elles pour venir chercher leur titularisation. Mais ça se pose ailleurs pour les hommes.

Au sein du ménage, pour les gosses, leur mère, c'est vraiment indispensable, même s'ils sont grands. Je vois, il y en a une. Son dernier, il a eu 16 ans au mois de décembre. Avant, elle avait le No 5 pour aller à Tours, maintenant elle a le No 15. Parce qu'il a 16 ans.

Le jour de la grève, elle est rentrée chez elle, ses gamins ils étaient vachement contents d'avoir leur mère à la maison, ils lui ont même demandé « on espère que tu fais grève encore demain ».

Il y en a une autre qui habite à Neuville-sur-Baragon (70 kms). Depuis la mi-mars, elle rentre tous les jours parce que ses gamins n'en peuvent plus. Sa petite lui dit « Combien de nuits tu couches ». Elle parle pas en jours, elle parle en nuits. Elle va bientôt être mutée, heureusement. Pendant un an j'ai fait ça : Orléans-Janville (40 kms). Tous les jours, 80 kms de tranet et 80 à 100 kms de tournée en voiture. C'est épuisant.

Les revendications

Dans les bureaux de la distribution postale, les conditions de travail ne sont pas meilleures que dans les autres endroits des PTT, loin s'en faut.

La travailleuse de la recette principale d'Orléans que nous avons interrogée nous a parlé aussi des revendications particulières de ce secteur. Elle travaille à la distribution paquets (en voiture), après avoir travaillé à la distribution lettres. Elle est la seule femme préposée conductrice à Orléans.

HR : Comme problèmes revendicatifs, qu'est-ce qui se pose ?

R : Il y a le problème de l'allègement des tournées. Il faudrait des tournées plus équilibrées, qu'il n'y en ait pas une de légère et une très chargée.

Dans le centre d'Orléans, les tournées ont un retour l'après-midi mais il va être supprimé et il y aura suppression de tournée. De trois il vont en faire deux.

HR : Les effectifs ?

R : Si on était plusieurs rouleurs, ce serait déjà mieux. Tu as des tournées à découvert et si tu avais un volant de rouleurs plus important, tu pourrais aller en doublure. Les gens seraient mieux servis lorsque leur titulaire part en vacances ou est malade. Quand tu ne connais pas une tournée, tu n'as pas envie de travailler. Tu passes après le titulaire et les gens t'engueulent. Pour beaucoup de gens, tu arrives à la poste, tu prends ton sac et tu pars. Il y a des gens qui sont très étonnés de savoir ce qu'on fait avant de partir.

On arrive à six heures moins le quart, et puis il faut faire le tri général puis le classement de 7 h à 8 h 30. On part. Si tu ne connais pas, que tu n'as pas de doublure ou quelqu'un qui t'aide, tu peux partir vers 10 h 30.

HR : Combien d'heures travaillez-vous par semaine ?

R : On travaille 41 h 30 par semaine. Il y a des retours l'après-midi pour faire le compte d'heures. Les retours vont être supprimés, mais cela ne diminuera pas les horaires mais le nombre des tournées.

HR : Comment se fait l'apprentissage des tournées ?

R : Prenons le cas de nouveaux qui arrivent à la distribution, on ne leur donne pas de formation. Ils vont une journée en doublure avec un gars et ils partent tout seuls après. Mais il arrive qu'on fasse des tournées sans doublure. Donc il faut une doublure effective. Les rouleurs remplacent au jour le jour. C'est vraiment l'aventure, un jour là, un jour ailleurs.

Au moment des vacances, on peut rester trois semaines sur une même tournée. C'est rare. Quinze jours, c'est bien. Pour les préposés conducteurs, il y a le problème du poids des sacs de dépôt, ils sont lourds.

Et les gars n'acceptent pas d'en faire deux au lieu d'un. Tu es une femme, tu veux faire le même travail que les hommes, débrouille-toi.

HR : Et la combattivité ?

R : Elle n'est pas excellente. Les calendriers sont là à la fin de l'année, alors les gars ne bougent pas. Ils ne voient pas les problèmes : ils ne savent rien du rapport Ripert, ils ne savent rien des 4 000 suppressions d'emploi.

Les préposés conducteurs sont plus partants que les autres. Eux se foutent pas mal des calendriers, ils n'en ont pas. Dans les préposés conducteurs, ils sont presque tous à la CGT : dans chaque brigade, tu dois en avoir deux qui n'y sont pas. Cela fait seize syndiqués sur vingt et les rouleurs-conducteurs y sont tous.

Un rouleur de bureau : C'est une personne qui remplace les titulaires de tournée quand ceux-ci partent en vacances ou sont malades. Il n'ont pas de tournées fixes et peuvent changer de tournée tous les jours.

Etre en doublure : C'est être avec le titulaire de la tournée pour l'apprendre quand on doit le remplacer et que ce remplacement est programmé.



« Il y a des problèmes sur le plan des collègues masculins qui ne nous acceptent pas tellement bien. Pour eux, la femme c'est l'être inférieur qui doit rester à la maison, faire et élever les gamins »

La SITPA en grève à Avignon

La Sitpa est une entreprise du groupe Nestlé qui fait du concentré de tomates. Elle emploie 160 personnes environ toute l'année et pendant trois mois, à la saison, une trentaine de saisonniers et intérimaires.

Le 31 août, les sections syndicales CGT et CFDT déposent en commun un cahier de revendications : 200 F pour tous durant la campagne des tomates ; 7,5 % d'augmentation des salaires (qui sont entre 2 300 F et 2 500 F par mois) ; une cinquième semaine de congés payés.

Le 5 septembre, après le refus de la direction, les travailleurs décident une grève de 24 h qui mobilise 85 % du personnel de la production. Ils décident et mettent en place un piquet de grève. La réaction de la direction a été immédiate et le 6 septembre, les délégués sont convoqués devant le tribunal des référés pour entrave à la libre circulation. Le tribunal leur demande de laisser passer les camions. Le piquet se maintient malgré le jugement et le 8 septembre, sept cars de gendarmes viennent déloger les travailleurs et permettre l'entrée des camions.

Le 10 septembre, le piquet de grève est remis en place dès le matin et ce sont quatre cars de gardes mobiles qui interviennent cette fois vers 13 h 30. Depuis, la grève continue mais une part de la production est assurée par les saisonniers et intérimaires qui assurent parfois deux postes (soit 16 heures par jour) pour assurer une part des commandes. Les conditions d'hygiène et de sécurité sont ainsi complètement négligées, d'autant plus qu'aucun d'entre eux n'a passé de visite médicale. La solidarité s'organise autour des grévistes dans la région et un bal était prévu samedi 15 à 21 h à la salle des fêtes de Sorgues. Pour toute initiative, on peut s'adresser aux UD syndicales, en particulier l'UD-CFDT, 47, rue Carrière, 84000 Avignon.

Monnier, Maire PS d'Angers licencie 47 employés de la société de bus

L'ensemble du personnel répond par la grève

Correspondant Angers

C'EST par la presse que le personnel de la COTRA (nouvelle société de bus d'Angers) a appris le licenciement de 47 employés

(sur les 320 de la société). Monnier, maire d'Angers, avait en effet contacté l'ANPE avant d'avertir le personnel. Belle image de la concertation prônée par la municipalité de gauche.

Le personnel licencié est formé d'auxiliaires, ce qui constitue une économie supplémentaire pour la municipalité et qui montre que la mairie de gauche utilise les auxiliaires exactement comme le gouvernement de droite : une main-d'œuvre qu'on peut utiliser et licencier comme on veut.

Les prétextes invoqués par la municipalité sont un déficit laissé par l'ancienne société de bus de 2,3 milliards de centimes. Il faut voir comment fonctionnait cette société : c'est une société « fermière », c'est-à-dire que le syndicat mixte des transports urbains lui abandonne la gestion des bus en lui octroyant une subvention pour fonctionner. Cela a permis à l'ancien « fermier », M. Ruche, d'emporter 120 millions de centimes par an.

Pour résorber le déficit, Monnier a confié le fermage à une nouvelle société *La Trans-exel*, présidée par le baron Empain. Les méthodes de cette société ont le mérite d'être claires : on ferme toutes les lignes déclarées non rentables et on licencie le personnel. Cela n'a pas entraîné puisque le syndicat mixte licencierait 47 employés et dénonçait la convention d'entreprise que le personnel avait passée avec l'ancienne société. La réponse du personnel en grève totale ne s'est pas fait attendre non plus.

Leurs revendications :
- Aucun licenciement ;
- Maintien de l'accord d'entreprise ;
- Concertation pour l'ouverture et la fermeture des lignes. Le maire d'Angers voudrait bien détourner la colère des travailleurs contre l'ancien fermier Ruche. Mais le personnel ne se laisse pas bernier et entend bien imposer ses revendications à Monnier et à la société présidée par le baron Empain.

Ce conflit a été le prétexte pour la rupture de l'unité PC-PS au sein de la mairie d'Angers. Les élus communistes ont en effet voté contre les licenciements et le maire d'Angers a retiré sa délégation d'adjoints à un conseiller communiste. Cela fait grand bruit dans la presse mais ne doit pas cacher l'essentiel du conflit entre les travailleurs de la COTRA et le syndicat mixte. Les travailleurs sont conscients que la lutte sera dure et longue et s'organiseront en conséquence : assemblées générales journalières, piquets de grève au dépôt.

Ils vont rechercher des initiatives à prendre pour rendre la grève dynamique.

Les patrons veulent augmenter l'exploitation :

grève chez John Deere (Orléans)

Correspondance Orléans

SUITE à une étude destinée à augmenter l'exploitation du personnel, les travailleurs de John Deere-Faran se sont mis en grève mercredi 12 à 90 %. Cette étude décidée par la direction américaine concerne les travailleurs au rendement et les travailleurs horaires. Elle a pour but d'aggraver les conditions de travail déjà pénibles. Depuis le début de la semaine, les chronos contrôlent l'activité des ouvriers, tant sur la chaîne qu'aux toilettes et même pendant la casse-croûte.

Cette étude arrive comme par hasard après une augmentation de 5 %.

Ce qu'on donne d'une main, on le reprend de l'autre ! L'action, reconduite par l'assemblée des travailleurs, est soutenue et dirigée unitairement par la CGT et la CFDT. Les entrevues avec la direction étant négatives, l'action continue...

Dans les «Echos» une brève pour les chômeurs

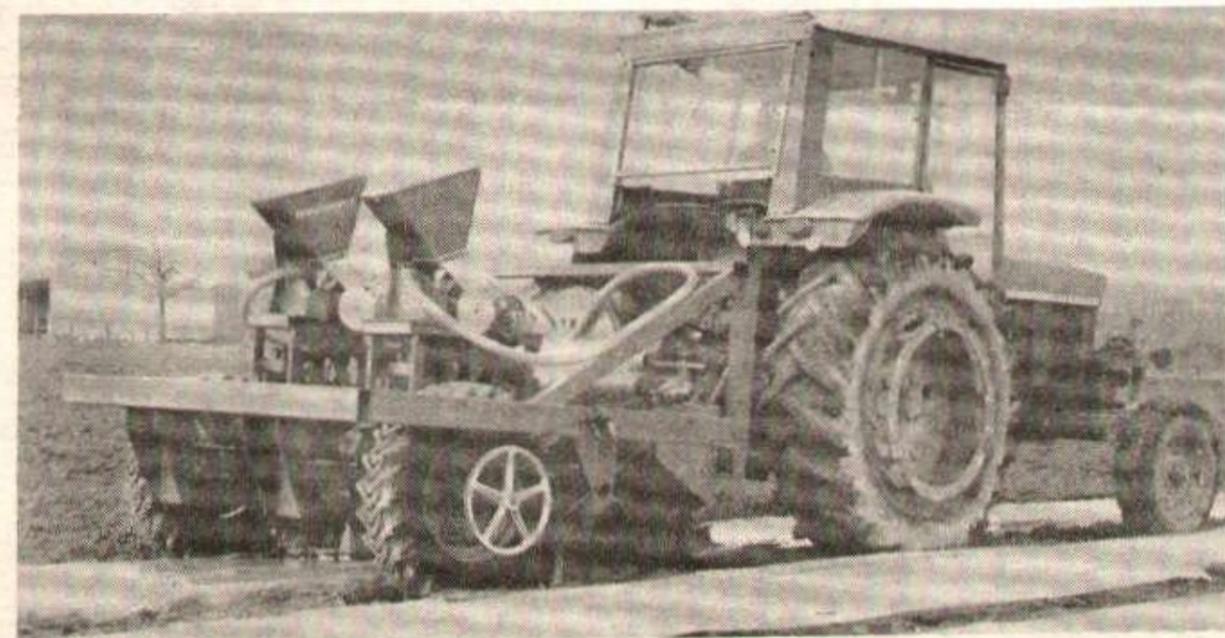
PENDANT que messieurs les capitalistes établissent leurs bilans financiers et se félicitent de ce que leurs profits se rétablissent, le nombre de chômeurs continue d'augmenter. Le journal *Les Echos* y consacre une brève en page 3. C'est bien suffisant, n'est-ce pas. Le titre de la brève et d'ailleurs très évocateur.

Cette brève s'intitule en effet : « *Légère dégradation du marché du travail* ». C'est joliment bien dit, n'est-il pas comme diraient les Anglais.

L'augmentation du chômage a été de 12,4 % en un an (août 1978-août 1979). Il y a aujourd'hui 1 405 900 chômeurs contre 1 403 500 en juillet 1979. (1 700 000 selon le Bureau international du travail).

511 300 personnes sont inscrites au chômage depuis plus de trois mois et moins de douze mois. 293 000 y sont depuis plus d'un mois. Et le redéploiement continue de plus belle dans le bâtiment, le textile, la téléphonie, la sidérurgie. Le mythe du plein emploi n'a jamais été aussi réduit à rien.

Barre a réussi à restaurer les profits de très nombreuses entreprises, il a réussi à avoir le plus gros chiffre de chômeurs enregistré chez nous depuis que les capitalistes sévissent. Alors amis lecteurs et camarades, au combat pour du travail pour tous.



John Deere, une société qui veut encore plus en tirer des ouvriers et qui vend, comme les autres firmes agricoles, le matériel de plus en plus cher aux paysans.

Note de l'administration

Nous demandons aux camarades de régler de toute urgence les bimensuels de juin-juillet-août

SELECTION DES SPECTACLES DU 17 AU 30 SEPTEMBRE

- Paris.**
Jusqu'au 18 septembre, Djamel Allam à la Chapelle-des-Lombards ;
Jusqu'au 9 octobre, Bernard Lubat, à la Chapelle-des-Lombards
- Banlieue**
19 septembre : La Nouvelle chanson française (Vincennes 94) - Salon de la musique, 14 h-19 h ;
20 septembre : Cuarteto Cedron (Vincennes-94) - Salon de la musique ;
22 septembre : François Béranger (Nanterre-92) ;
23 septembre : François Béranger (Chilly-Mazarin-91) ;
23 septembre : Gérard Pierron (Chilly-Mazarin-91) ;
28 septembre : Trust (rock) (Villeneuve-Saint-Georges-94) ;
30 septembre : Gérard Pierron (Montceau-77) ;
30 septembre : Djurdjura (Montceau-77).

- Province**
21 septembre : Trust (Angoulême-16) ;
22 septembre : Gérard Pierron (Saint-Genoux-le-National-71) ;
23 septembre : Mont Joia (Avignon-84) ;
23 septembre : Imago (Canteleu-76) ;
23 septembre : Gérard Pierron (Lons-le-Saunier-71) ;
24 septembre : Roger Mason (Montélimar-26) ;
25 septembre : Trust (Lille-59) ;
26 septembre : Trust (Cambrai-59) ;
27 septembre : F. Béranger (Nevers-58) ;
27 septembre : Trust (Rouen-76) ;
28 septembre : Cuarteto Cedron (Dreux-28) ;
29 septembre : F. Béranger (Saint-Nazaire-44) ;
29 septembre : Trust (Annecy-74) ;
29 septembre : Claire (Valence-26) ;
29 septembre : Mont Joia (Salon-de-Provence-13).

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 13
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufeau
Commission paritaire Nu 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

LIVRES

SAS : « Croisade à Managua »

De Gérard De Villiers

Déconsidérer les révolutions et les luttes du tiers monde



Il y a encore peu de temps, au Nicaragua, la garde nationale du dictateur Somoza à l'entraînement.

C'EST le dernier titre de Gérard de Villiers. A chaque lutte de libération que mène un peuple dans le monde correspond un livre de SAS. Son Altesse Sérénissime, SAS, ainsi s'appelle Malko Linge, prince autrichien, qui se livre à l'espionnage, activité lucrative qui lui permet de réparer le château de ses ancêtres. On le voit tour à tour au Vietnam, au Cambodge, au Liban, en Irlande. Il prend toujours le parti de la CIA, de plus en plus déconsidérée (cf. la mort de Jean Seberg dans laquelle serait impliqué le FBI).

Alors que fait SAS ? Il se présente comme le héros désabusé qui essaie de faire sa pelote tout en tirant son épingle du jeu. Ce n'est plus l'ange gardien qui prend fait et cause pour la CIA ; non, il reconnaît que tout n'est pas bien parlout. Dans *Croisade à Managua*, Somoza est décrit comme « un dictateur à la tête d'un Etat, rapace et arbitraire, où la police et l'armée rançonnaient ceux qu'elles avaient mission de protéger. Il se maintenait au pouvoir grâce

à l'appui des Américains et à une férocité particulière dans la répression ».

Malko, agent de la CIA, est chargé « d'entrer en contact avec certains hommes politiques modérés pour les sonder sur leur éventuelle participation à un gouvernement ». En effet, Carter qui « mène une nouvelle politique et qui souhaite réaliser un gouvernement d'union nationale au Nicaragua » aurait voulu se débarrasser de Somoza.

Le livre se termine en août 1978 et ce n'est pas Malko qui a provoqué le départ de Somoza mais la lutte du peuple du Nicaragua.

Mais Malko ne sert pas la cause des impérialistes en faisant l'apologie de la CIA ; cela aurait peu de crédit. Malko reconnaît même des « bavures » dans l'action de la CIA mais c'est pour mieux cracher sur le Front sandiniste, mis sur le même plan.

Dénaturer les luttes des peuples et leurs révolutions, voilà l'objectif de SAS. Montrer des pseudo-magouilles pour masquer la lutte des peuples, ces lut-

tes qui font si peur aux impérialistes et aux superpuissances.

Tous pourris, toutes les mêmes, voilà ce que veut suggérer SAS. La seule femme du livre est une dirigeante du Front sandiniste qui aurait été séduite par SAS supermec. « *Muchas gracias, dit-elle, tu m'as bien fait jouir* ».

Dans les romans de SAS, les femmes sont toujours considérées avec mépris et cynisme comme des objets qui ne seraient rien sans Malko-SAS.

Outre le sexisme, c'est le racisme qui est utilisé à toutes les pages pour déconsidérer la lutte des peuples du tiers monde. Et bien sûr, la violence, le culte de la violence par le super héros : Malko dispose toujours d'armes très sophistiquées et il adore s'en servir.

Cette littérature se vend à des millions d'exemplaires à un public très populaire. C'est grave dans la mesure où ce poison déconsidère les révolutions et les luttes du tiers monde en général. A boycotter.

Léon CLADEL

THEATRE ESSAÏON

« Audience »

Son auteur est en prison, à Prague

C'EST l'histoire d'un employé dans une brasserie. Il est surveillé par son patron qui doit faire des rapports à la police. Cette pièce est de Vaclav Havel, signataire de la Charte 77, emprisonné à Prague depuis le 29 mai 1979 pour « subversion contre la République ».

On peut voir cette pièce au théâtre Essaiion à Paris, mise en scène par Stéphane Meldegg. Les autorités tchécoslovaques ont proposé à Havel de le sortir de prison pour l'exiler à New-York. Il a refusé. Il veut poursuivre le procès dont les autorités viennent de

reculer la date pour éviter toute publicité à l'affaire.

Le metteur en scène Antoine Vitez a publié une protestation signée par Hélène Parmelin. Au Festival d'Avignon, une pétition a été signée par le public et par de nombreuses troupes théâtrales dont *Le Théâtre du soleil*, *Augusto Boal*, etc. Le directeur du festival, Paul Puaux a demandé la mise en liberté de Havel. Ariane Mnouchkine, du *Théâtre du soleil*, réalisatrice de *Molière* a publiquement proposé de mener une campagne avec les organisations et partis de gauche sur le sort des emprisonnés tchèques et de

leurs familles (avec enquêtes et démarches auprès des familles).

La Fédération CGT du spectacle (qui comprend les syndicats de la télévision, des artistes interprètes, des techniciens du film, etc) dans son bulletin se réjouit de la pétition qui a été signée au festival d'Avignon et donne à ses lecteurs l'adresse de l'Ambassade de Tchécoslovaquie.

L'Audience, une pièce qui dénonce la répression en Tchécoslovaquie, dans ce pays occupé par les troupes russes depuis 11 ans. L. C.

TELEVISION

« Le Nouveau vendredi » sur la dénatalité

DE nombreux reportages dans cet'émission *Le nouveau vendredi*. Au Luxembourg, en RDA, en France, dans des hospices, des maternités, entrecoupés des commentaires d'un savant qui nous explique que si les Français ne veulent pas d'un troisième enfant c'est « parce qu'il leur manque un grand dessein, parce qu'ils n'ont plus de grand idéal ! ».

Ce n'est pas du tout parce que les logements sont exigus et de plus en plus chers, ce n'est pas du tout parce que le chômage augmente en même temps que

l'inflation, ce n'est pas du tout parce qu'il n'y a pas de politique d'aide à la femme. Mais non puisqu'on nous dit que c'est une question de grand dessein.

Mais le pire n'est pas là, c'est dans la tournure des hospices que le film atteint le sommet du cynisme. La caméra se balade dans des hospices où se trouvent de vieux travailleurs qui ont trimé toute leur vie et qui n'ont pas d'enfants. On leur dit : « *Savez-vous que des jeunes travaillent pour payer votre pension !* » Et aux téléspectateurs, on disait : si vous ne faites pas de gosses, tintin, pas de pen-

sion, vous serez encore pire que ces vieux qui s'ennuient à l'hospice. Le pseudo savant commentateur expliquait aussi que les Maghrébins devenaient plus nombreux que les Européens et que à ce rythme-là... la race blanche !...

Plus subtil que Pauwels dans le *Figaro magazine*, il ne parlait pas de race blanche mais de déséquilibre dans les rapports Nord-Sud !

On peut se demander si ce film n'est pas programmé en prévision du débat sur la loi Veil au Parlement. L. C.

SOCIETE

Mourir à 22 ans !

DANIEL Laboury s'est suicidé. On l'a retrouvé pendu dans sa chambre le 12 septembre. Obligé de quitter sa ville natale d'Avignon, pour trouver du travail, il s'est exilé jusqu'à Trappes dans les Yvelines pour travailler au centre de tri PTT.

Daniel avait déjà par trois fois tenté de mettre fin à ses jours. Isolé, malade (diabétique), vivant seul, essayant de dures conditions de travail (personnel insuffisant), salaires de misère au centre de tri, il n'a pu tenir.

Malheureusement Daniel n'est pas le premier ni le dernier jeune à se supprimer : en 18 mois, cinq postiers de Trappes se sont suicidés, victimes

du déracinement forcé. « *Chez nous, il n'y a pas de boulot. La solution, c'est de monter à Paris, aux PTT et d'attendre une dizaine d'années la mutation au pays. Enfin, si le projet de privatisation des télécommunications ne voit pas le jour, car alors nous ne pourrions pas aller où l'on veut !* »

« *Quand on arrive, on reste trois mois dans un centre d'accueil des PTT et après « débrouille-toi », il faut trouver un logement !* »

« *Te voilà avec ta valise, contraint d'avoir quitté la région, ta famille pour travailler ou chercher un emploi. Tu arrives dans une ville inconnue pour toi. Maintenant, il faut se loger...* »

« *Tu sais, comme la plupart des déplacés, quand on arrive, on a du mal à se faire des copains, on est isolé* »

Témoignages auxquels on a rien à ajouter. Description exacte des conditions psychologiques et matérielles des postiers exilés de l'intérieur.

Confrontés à l'inhumanité des villes nouvelles (Daniel habitait Saint-Quentin-en-Yvelines), leur vie s'uniformise, ils travaillent aux PTT, ils sont habillés PTT, ils dorment PTT et ils travaillent bien sûr PTT.

Voilà à quoi sont réduits des milliers de travailleurs par la politique d'exil et de chômage de Giscard-Barre.

Nathalie VILLOTIERS.





KLEBER-COLOMBES

Pourquoi la restructuration ?

Kleber-Colombes est le No 2 du pneumatique en France derrière Michelin. En 1976, cette société comptait environ 9 330 salariés répartis dans les usines suivantes : Colombes, Argenteuil, Bezons, La Chapelle-St-Luc, Nevers, Decize, Caudebec-lès-Elbeuf, Troyes et Toul. La société a eu une vie agitée ces dernières années et aujourd'hui, on parle de licenciements. 300 licenciements sont programmés. L'usine de Colombes (2 000 personnes) est menacée de fermeture. On y transférerait le siège social situé avenue Kléber.

L'avenir est bien sombre pour les travailleurs de l'entreprise. Pourquoi cette restructuration ? Nous possédons quelques éléments de réponse que nous vous présentons.

Du point de vue de la situation financière de la société, nous avons quelques chiffres en notre possession qui traduisent le rétablissement de l'entreprise quant au profit capitaliste bien sûr.

Le chiffre d'affaires a progressé de 4,2% en 1978 par rapport à 1977. Les exportations ont représenté 34,2% des ventes totales. Le patron annonçait néanmoins une perte de l'ordre de 92 794 000 F (chiffre paru dans la rubrique *Avis finan-*

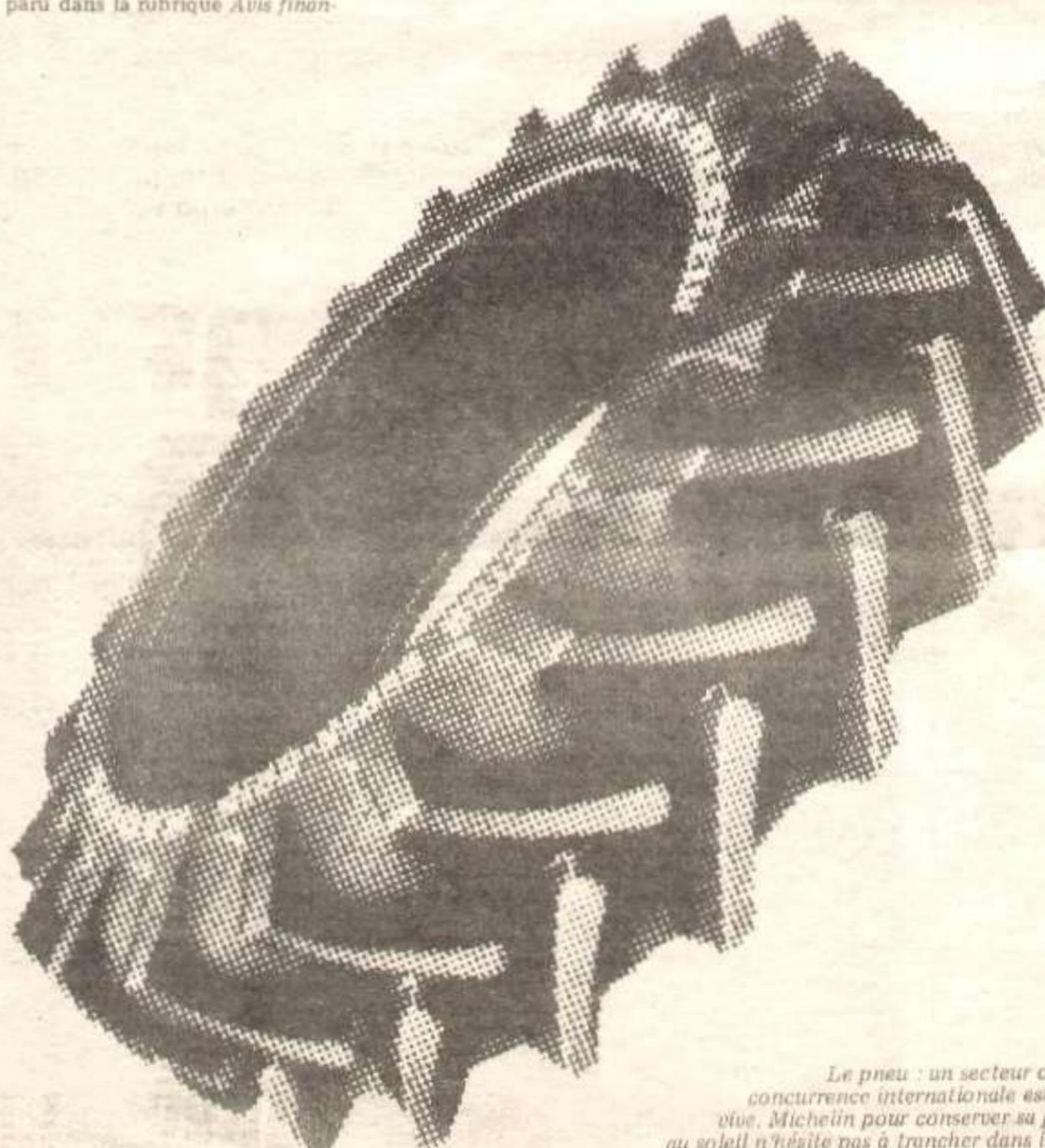
ciers du journal *Le Nouvel Economiste* No 183 du 14 mai 1979 page 102).

Le 23 juillet, *Le Nouvel Economiste* publiait dans son numéro 193 page 4 un autre avis annonçant une perte de 98 032 000 F pour 1978 (après établissement final des comptes). Toutefois, pour les cinq premiers mois de cette année, le chiffre d'affaires était en progression de 12% par rapport à celui de l'an-

née dernière à pareille époque.

Il était dit aussi que la restructuration en cours devrait permettre de « retrouver des conditions d'exploitation favorables ».

Les produits fabriqués par Kleber-Colombes n'ont pas réussi à percer sur le marché, les installations de Colombes sont jugées trop vétustes et pas assez productives.



Le pneu : un secteur où la concurrence internationale est très vive. Michelin pour conserver sa place au soleil n'hésite pas à trancher dans le vif.

L'empire Michelin

La firme Michelin existe depuis 1889. La première usine a été ouverte à Clermont-Ferrand et comptait onze personnes. Aujourd'hui, c'est la deuxième firme de pneumatiques du monde, derrière Goodyear et devant Firestone. Michelin fabrique environ 10% de la production mondiale. La firme est divisée en cinquante et une unités de production dont dix-sept en France et trente-quatre à l'étranger. A Clermont-Ferrand, il y a cinq usines Michelin et une Kléber-Colombes. En Auvergne, Michelin possède le centre d'études de Ladoux qui couvre 460 hectares et qui lui sert à l'essai des pneus sur route. Il en existe un autre de sept cents hectares aux USA.

Cent vingt mille personnes travaillent dans les usines Michelin dont 28 800 à Clermont-Ferrand. Là-bas, Michelin est omniprésent. Il fait vivre la ville à 80%, le département à 50%, la région à 30%.

Ce n'est qu'en 1967 que les écoles Michelin ont été remises entre les mains de l'Education nationale. A l'époque, Michelin contrôlait 379 enseignants et 6 300 élèves. Plus tard, il abandonnait les colonies de vacances, l'arbre de Noël, les loisirs au Comité d'entreprise.

L'association sportive Michelin est devenue l'A. S. Monferrandaise.

Du point de vue de la production, chaque jour 850 000 pneus, 225 000 chambres à air, 42 000 roues, 600 tonnes de câbles d'acier sortent des usines Michelin. Michelin, c'est aussi 70 000 cartes et guides produits quotidiennement.

En 1978, le chiffre d'affaires consolidé a été de 20 731 millions de francs (plus 14,7%). Le bénéfice net déclaré de 686,2 millions de francs contre 675 millions en 1977.

Derrière Kleber-Colombes, l'ombre gigantesque de Michelin

En fait, Kleber-Colombes n'est pas un groupe indépendant. Il n'a pas une stratégie propre. C'est une filiale de Michelin même si la firme de Clermont s'en défend et ne fait pas apparaître les résultats de Kleber dans ses comptes propres.

Michelin a considérablement élargi son champ d'activités ces vingt dernières années et s'est implanté aux USA (quatre usines) et au Brésil (deux usines). Au niveau européen, Michelin a cherché un certain nombre d'alliances notamment en créant en 1973 un holding financier avec des partenaires autrichiens et allemands pour chapeauter Semperit (Autriche) et Kleber-Colombes (France).

Mais fin 1978, les différentes parties mettaient fin à leur coopération et le holding qu'ils avaient créé disparaissait.

Chaque groupe, Semperit et Kleber reprenait son chemin.

La lutte pour les profits

Déficitaire, Kleber-Colombes devient un poids mort dans l'empire Michelin. Michelin, c'est une

société en pleine expansion qui a tout misé sur les pneus. Depuis vingt ans, on ne compte que les profits, pas les pertes.

Si Kleber-Colombes devient une charge trop lourde à porter, Michelin tranchera dans le vif, il n'a pas l'habitude de s'embarasser de « petites » affaires. La guerre qu'il livre avec Goodyear et Firestone exige une santé financière de fer, des profits toujours plus gros pour conserver l'avance technologique qu'il a sur ses principaux concurrents.

L'avenir du pneumatique est lié à l'avenir de l'automobile. Une industrie automobile en bonne santé est le gage de profits juteux pour Michelin.

La crise de l'automobile est aux portes de notre pays. British Leyland et Chrysler sont des avertissements. Pour conserver sa place au soleil, résister aux capitalistes japonais, Michelin prendra toutes les mesures qui s'imposent.

Les 300 licenciements ne sont peut-être qu'un avant goût de ce qui attend tous les travailleurs de chez Kleber et peut-être aussi de chez Michelin en France. Les profits sont beaucoup plus intéressants à l'étranger qu'ici pour Michelin. Alors ces 300 licenciements sont un avertissement très sérieux. La plus grande vigilance s'impose.

Yves LEPIC

40 jours de grève à Kléber-Colombes à Argenteuil en 1975

Au départ de la grève, la revalorisation des salaires et divers avantages sociaux. Quarante jours de grève, c'est long, surtout chez Kleber-Colombes où le patronat est particulièrement réactionnaire. Les salaires étaient particulièrement bas : la grande majorité des travailleurs touchaient un peu moins ou tout juste plus de 1 500 F par mois pour 41 h 30 de travail par semaine et les fiches de paie étaient particulièrement indéchiffrables. C'est ce qui a mis le feu aux poudres.

Sur quarante jours de grève, il y a eu environ vingt jours d'occupation, ce qui n'était pas une mince affaire.

Des collectes de solidarité avaient eu lieu aux portes de Paris et avaient rapporté plusieurs millions d'anciens francs. Le 21 mars, au 32e jour de la grève, cinq cents travailleurs de Colombes sont venus manifester leur solidarité à ceux d'Argenteuil et on a débrayé un jour à Colombes en solidarité avec ceux d'Argenteuil.

Le travail reprenait au bout de quarante jours, quelques revendications étaient arrachées, mais pas toutes. Mais c'est quand même le genre de grève qui compte et qui fait mal pour un patron, surtout chez Kleber.

Aujourd'hui, en 1979, tout le monde est concerné chez Kleber, la plus grande unité est donc nécessaire entre tous les travailleurs.